



La santé des enfants : une priorité des pouvoirs publics pour notre société

Lettre ouverte des Sociétés de pédiatrie aux candidats à l'élection Présidentielle

A l'instar d'autres domaines de la santé, **la Pédiatrie est dans une situation très difficile**. Cette période d'élection est ainsi l'opportunité d'alerter sur la nécessité d'actions urgentes car la crise sanitaire a gravement perturbé la santé des enfants. Cette crise a mis en exergue les faiblesses anciennes de notre système de santé incapable aujourd'hui de leur apporter la prévention et les soins dont ils ont besoin. Ainsi, nous voulons attirer toute votre attention sur nos principaux points d'inquiétude et d'alerte.

1. **Mettre en place une politique globale de soutien des urgences pédiatriques pour une prise en charge adaptée et efficace des enfants**

Les services d'urgences pédiatriques sont depuis plusieurs mois totalement saturés. Les parcours de soins ont changé, tout comme les inquiétudes et les attentes des parents. Ils sont demandeurs d'une prise en charge rapide pour leurs enfants à laquelle le secteur libéral, lui-même saturé, ne peut plus répondre. Il en résulte un afflux massif d'enfants vers les urgences, ce qui constitue une perte de chance pour les enfants dont l'état de santé nécessite des soins véritablement urgents. L'accueil de l'ensemble des enfants admis aux urgences s'en trouve dégradé. Le manque chronique de personnel et l'épuisement des équipes aggravent encore la situation. Le projet Système d'Accès au Soins (SAS) ne permettra pas d'améliorer ce problème faute « d'effecteurs » soignants formés à la pédiatrie et disponibles pour recevoir sans rendez-vous des enfants malades en particulier le soir et les week-ends. Il nous semble ainsi très urgent :

- **D'augmenter le nombre des pédiatres et des médecins formés** à la prise en charge des pathologies pédiatriques.
- **D'accroître leur efficacité en les déchargeant de tâches administratives.**
- **De valoriser la permanence des soins.**
- **De valoriser les compétences des puéricultrices et rendre attractifs tous les métiers du soin.**
- **De réajuster la réforme du financement des urgences initiée en 2022.** Une réforme **profondément injuste pour la Pédiatrie et les services d'urgences pédiatriques** dont les moyens historiquement inférieurs à ceux des urgences pour adultes vont être encore diminués. Et une réforme totalement inadaptée aux besoins de la pédiatrie faute d'aggraver encore la situation catastrophique des urgences pédiatriques.

2. **Organiser et financer des plans Hôpital en Tension pour anticiper et améliorer la prise en charge des infections virales hivernales**

La santé des enfants est menacée massivement tous les hivers par des épidémies virales comme la bronchiolite, la gastro entérite, la grippe... Les capacités d'accueil des services de soins critiques sont régulièrement dépassées au cours des épidémies de bronchiolites et les enfants requérant un support ventilatoire sont alors transférés loin de leurs familles. L'ensemble des services de pédiatrie ainsi que les consultations libérales de pédiatrie et de médecine générale sont sous très forte tension tous les hivers et ce dès la mi-novembre. Alors que cette situation se répète inéluctablement, il est urgent de pouvoir enfin l'anticiper en **organisant et finançant des plans Hôpital en Tension** à la hauteur de ces crises sanitaires annuelles totalement banalisées, dont la gravité sur la santé des enfants et la vie des familles est sous-estimée et les réponses apportées très insuffisantes.

3. Développer une offre de soin pédopsychiatrique et valoriser les soignants en santé mentale de l'enfant pour répondre au besoin accru de soins psychiques et psychiatriques des enfants et adolescents

La santé mentale des enfants a été très gravement affectée par la crise sanitaire. L'exposition à des situations très angoissantes pour la santé de leurs proches pour certains, à des violences intra familiales pour d'autres mais aussi le sentiment de culpabilité alimenté par le monde des adultes ont provoqué une augmentation sans précédent des besoins de soins psychiques et psychiatriques pour les enfants et les adolescents. La conclusion des assises de la santé mentale était prometteuse mais malheureusement insuffisamment suivie d'effets tant le retard en soins pédopsychiatriques était majeur déjà en amont de la crise. Aujourd'hui, des centaines d'enfants suicidaires sont admis dans nos services de pédiatrie faute de place en pédopsychiatrie. Certains sont même admis en psychiatrie d'adulte, ce qui constitue à nos yeux une véritable maltraitance institutionnelle et d'autres sont aussi laissés sans réponse, faute de relais disponibles en médecine ambulatoire et dans les **Centres Médico-Psychologiques (CMP)**. Le remboursement de consultations de psychologues est une excellente mesure qui doit pourtant s'accompagner **d'un rattrapage urgent du retard historique d'offre de soin pédopsychiatrique notamment à l'hôpital.** Il faut ainsi créer des places d'hospitalisation de pédopsychiatrie et valoriser l'ensemble des soignants en santé mentale des enfants dont la pénurie s'est accentuée par l'épuisement et le manque de moyens chronique et désespérant... La santé mentale des enfants et celle des futurs adultes est à ce prix.

4. Intensifier le développement d'une recherche spécifique à l'enfant en développant des outils de surveillance et d'évaluation épidémiologiques pour apporter une offre de soins et de prévention adaptées aux futurs enjeux

Des données épidémiologiques récentes indiquent depuis plusieurs années déjà une **augmentation inquiétante de la mortalité des enfants en France**, avec des éléments d'alerte en particulier durant la première année de vie. Un pays comme le nôtre doit disposer d'outils de surveillance et de moyens réactifs pour analyser de telles alertes et y apporter l'offre de soins et de prévention adaptées depuis la période néonatale jusqu'à l'adolescence. Alors que la France est riche en experts en épidémiologie, force a été de constater durant la crise sanitaire que nous ne disposions que de rares données épidémiologiques d'évaluation au quotidien et au long terme de la santé des enfants. La mise en place sans délais de **tels outils est une urgence pour comprendre ce rebond de mortalité** infantile et y apporter les solutions adaptées tant l'enjeu est majeur.

5. Prêter une attention toute particulière aux situations de vulnérabilité pour un accompagnement global

Les enfants et adolescents vulnérables ont particulièrement besoin de notre attention et il est important de continuer les démarches entreprises pour un meilleur accompagnement

- Des enfants en situation de handicap via les structures médico-sociales comme les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) ou les Services d'éducation et de soins spécialisés à domicile (Sessad).
- Des enfants et adolescents en protection de l'enfance en encourageant les initiatives de renforcement et de suivi des soins de santé et en donnant les moyens aux personnels et structures d'accueil éducatives pour plus de cohésion dans l'accompagnement jusque dans leur vie de jeune adulte.

6. Renforcer la prévention pour un accès égalitaire aux soins de recours pédiatriques

La **prévention** doit être encore renforcée avec un focus sur les **inégalités sociales de santé** dans plusieurs domaines prioritaires comme :

- La **périnatalité** par la mise en œuvre du plan des 1000 jours mais aussi le renforcement et revalorisation des services de **Protection Maternelle et Infantile (PMI)** ainsi que le financement d'outils de surveillance épidémiologique comme le registre des morts inattendues du nourrisson (MIN).
- Le domaine des **violences** par la promotion d'une **éducation bienveillante** sans banalisation des « violences ordinaires ».
- Le domaine des **maladies infectieuses** par la vaccination en particulier des adolescents.
- Le domaine déjà évoqué de **la santé mentale** et du rôle clef de l'école et des services de médecine scolaire.

Nous espérons que ces points d'alerte des spécialistes de la santé de l'enfant directement issus de notre retour d'expérience au quotidien pourront vous convaincre de l'urgence à y travailler sans délais pour prendre soin et améliorer la santé des plus jeunes. Leur bonne santé est le préalable au capital santé de l'adulte. Véritable enjeu de société, la santé de nos enfants et adolescents doit devenir une priorité forte des pouvoirs publics et se traduire par des actes concrets. Il s'agit d'un enjeu majeur, dans la mesure où la santé des enfants conditionne la situation sociale, sociétale, sanitaire et économique de demain.

Pr Christèle Gras-Le Guen

Présidente de la Société Française de Pédiatrie (SFP)

Pr Romain Basmaci

Secrétaire Général de la SFP

Dr Grégoire Benoist

Vice-Président de la SFP

Pr Robert Cohen

Président du Conseil National Professionnel de Pédiatrie (CNPP)

Président du Groupe de Pathologie Infectieuse Pédiatrique (GPIP)

Dr Fabienne Kochert

Présidente de l'Association Française de Pédiatrie Ambulatoire (AFPA)

Pr François Angoulvant

Président du Groupe Francophone de Réanimation et d'Urgences Pédiatriques (GFRUP)

Pr Elise Launay,

Présidente du Groupe de Pédiatrie Générale Sociale et Environnementale (GPGSe)

Pr Jean-Christophe Rozé

Président de la Société Française de Néonatalogie (SFN)